

Communiqué de presse

27 novembre 2025

Indicateurs de changement climatique : novembre 2025

- Les émissions et les détentions de titres de créance durables dans la zone euro continuent de croître, bien qu'à un rythme plus lent, et les nouvelles ventilations par devise, échéance et type de taux d'intérêt (fixes/variables) fournissent des indications approfondies
- Le risque de transition et les émissions de carbone liés aux portefeuilles du secteur financier de la zone euro continuent de diminuer malgré une taille plus importante des portefeuilles
- Les indicateurs de risques physiques soulignent l'importance croissante des risques liés aux températures et aux précipitations, avec des variations significatives entre les pays de la zone euro

La Banque centrale européenne (BCE) a publié des indicateurs statistiques climatiques actualisés conçus pour renforcer la capacité du secteur financier à évaluer les évolutions en matière de finance durable ainsi que les risques physiques et de transition liés au changement climatique. Ces actualisations intègrent des méthodologies avancées, de nouveaux ensembles de données et des ajustements pour refléter les effets sur l'inflation, assurant un suivi plus précis des efforts de décarbonation et de l'intensification de l'impact des risques liés au climat.

Indicateurs relatifs à la finance durable

Les indicateurs relatifs aux émissions et aux détentions de titres de créance durables dans la zone euro, publiés initialement en janvier 2023, sont conçus pour offrir une vision complète des fonds levés pour soutenir des projets durables, tout en prenant également en compte la demande croissante pour ces instruments comme opportunités d'investissement. Ils apportent une plus grande transparence aux

Banque centrale européenne
Direction générale Communication
Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source
Traduction : Banque de France

marchés financiers et favorisent l'intégration des considérations liées au changement climatique dans la politique monétaire, la stabilité financière et les analyses économiques de la BCE.

Depuis leur lancement, les indicateurs ont été enrichis à plusieurs reprises afin d'offrir des indications approfondies sur le marché de la finance durable et de mieux répondre aux besoins des décideurs politiques, des intervenants de marché et des analystes.

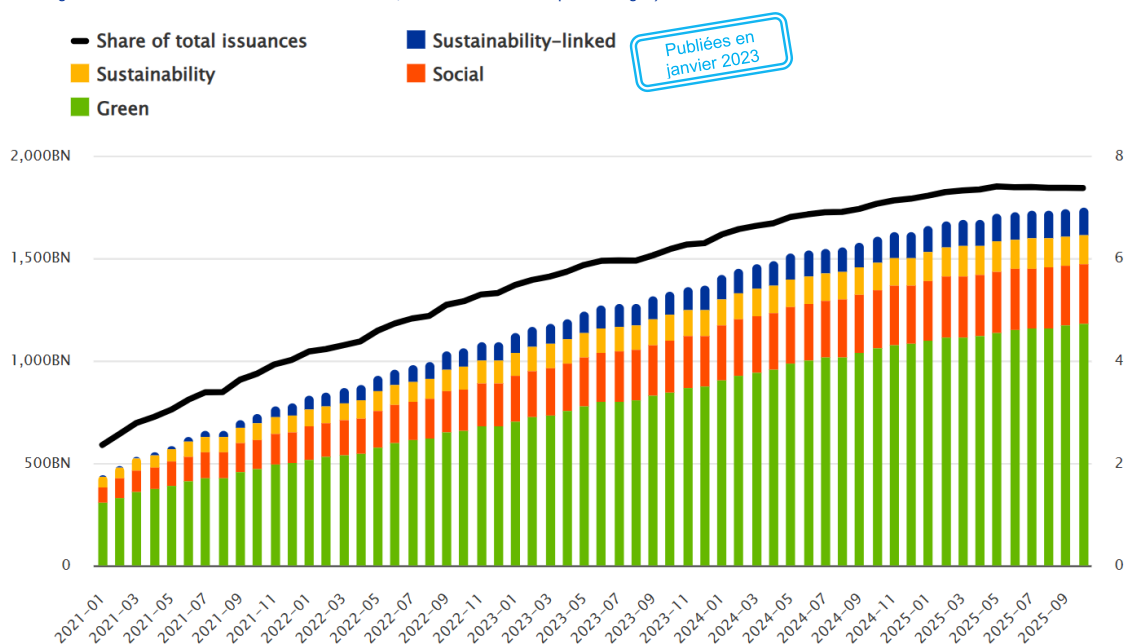
Depuis novembre 2023, les données relatives aux titres de créance durables sont publiées pour deux niveaux d'assurance : a) les instruments assortis d'un deuxième avis (*Second party opinion*, SPO) validant les déclarations de durabilité de l'émetteur, et b) l'ensemble des instruments durables, c'est-à-dire à tous les degrés d'assurance, y compris les instruments faisant l'objet d'une auto-labellisation. Sur la base de ces progrès, des ventilations supplémentaires ont été intégrées aux indicateurs en septembre 2024. Elles sont publiées en tant que statistiques officielles du Système européen de banques centrales (SEBC).

Graphique 1

Indicateurs relatifs à la finance durable

a) Émissions de titres de créance durables dans la zone euro – tous niveaux d'assurance

(échelle de gauche : en euros, encours en valeur nominale ; échelle de droite : en pourcentages)



Sources : Base de données centralisée sur les titres (*Centralised Securities DataBase*, CSDB).

Notes : « *Share of total issuances* » se rapporte au montant de l'ensemble des titres de créance durables en pourcentage de l'ensemble des titres de créance émis dans la zone euro.

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

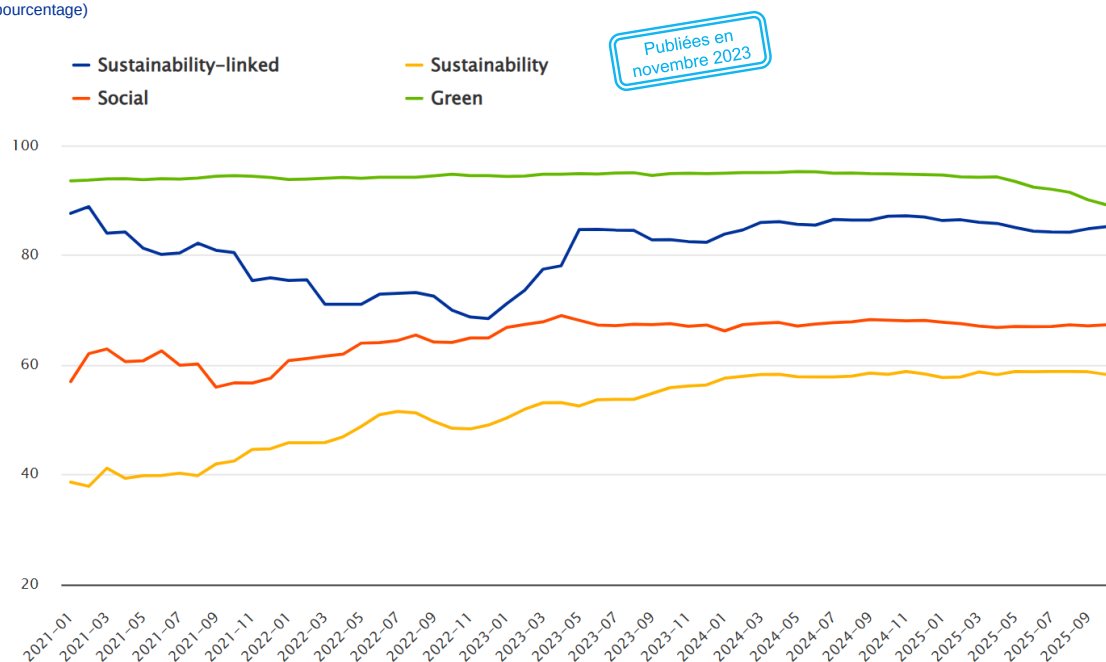
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France

b) Émissions de titres de créance durables dans la zone euro – émissions faisant l'objet d'un SPO en pourcentage du total

(en pourcentage)



Source : Base de données centralisée sur les titres (Centralised Securities DataBase, CSDB).

Notes : « Share of issuances with SPO » se rapporte aux titres de créance durables faisant l'objet d'un deuxième avis en pourcentage de l'ensemble des titres de créance durables émis dans la zone euro.

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

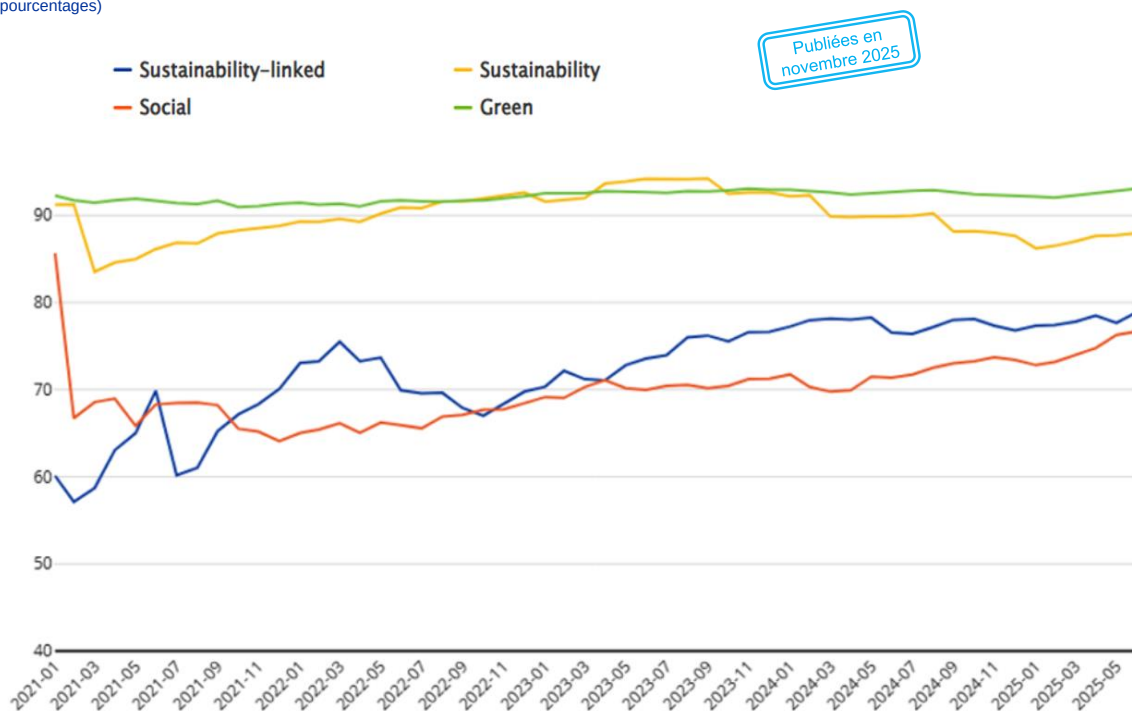
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France

c) Émissions de titres de créance durables dans la zone euro – libellés en EUR

(en pourcentages)



Sources : Source : Base de données centralisée sur les titres (Centralised Securities DataBase, CSDB).

Notes : « Share of issuances with currency denomination EUR » se rapporte aux titres de créance durables libellés en euros en pourcentage de l'ensemble des titres de créance durables émis dans la zone euro.

Cette dernière actualisation, publiée en novembre 2025, étend encore davantage la portée des indicateurs avec de nouveaux agrégats sur les émissions de titres de créance durables. Ces agrégats fournissent des ventilations par échéance initiale, devise et types de taux d'intérêt, offrant une vue plus granulaire du marché. Ce faisant, les nouvelles ventilations répondent également aux obligations de déclaration prévues dans le cadre de la [Recommandation 4 sur le financement climatique au titre de l'Initiative du G20 sur les lacunes en matière de données](#) (Data Gaps Initiative), qui favorise la disponibilité de données comparables sur le financement durable entre les économies du G20.

L'encours de titres de créance durables émis dans la zone euro a presque quadruplé ces quatre dernières années, passant de 453 milliards d'euros en janvier 2021 à 1 740 milliards d'euros en septembre 2025. Toutefois, plus récemment, le taux de croissance s'est ralenti, le total des émissions de titres de créance durables dans la zone euro ayant augmenté de 10 % au cours des 12 derniers mois, contre 20 % l'année précédente. Des tendances similaires sont observées pour les détentions de titres de créance durables dans la zone euro. Le total des détentions continue d'augmenter,

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France

atteignant 1 960 milliards d'euros en juin 2025, 14 % de plus qu'en juin 2024, tandis que le taux de croissance s'établissait à 20 % un an auparavant.

Indicateurs liés au risque de transition

La dernière publication des indicateurs relatifs aux émissions de carbone et aux risques de transition confirme une tendance générale à la baisse des risques climatiques et de l'exposition à ces risques dans les portefeuilles des institutions financières de la zone euro. Cela indique une décarbonation des portefeuilles des banques sans réduction du volume de financement ou d'investissement.

S'agissant des portefeuilles de prêts des banques (graphique 2, partie a), les derniers calculs et estimations montrent que, sur la période 2018-2023, les émissions financées ont baissé de 45 % (de 289 à 157 millions de tCO₂eq) ; l'intensité en carbone a reculé de 43 % (de 44 à 25 tCO₂eq par million d'euros) ; la moyenne pondérée de l'intensité en carbone corrigée de l'inflation a baissé de 41 % (de 130 à 77 tCO₂eq par million d'euros) ; et l'empreinte carbone a diminué de 54 % (de 80 à 37 tCO₂eq par million d'euros).

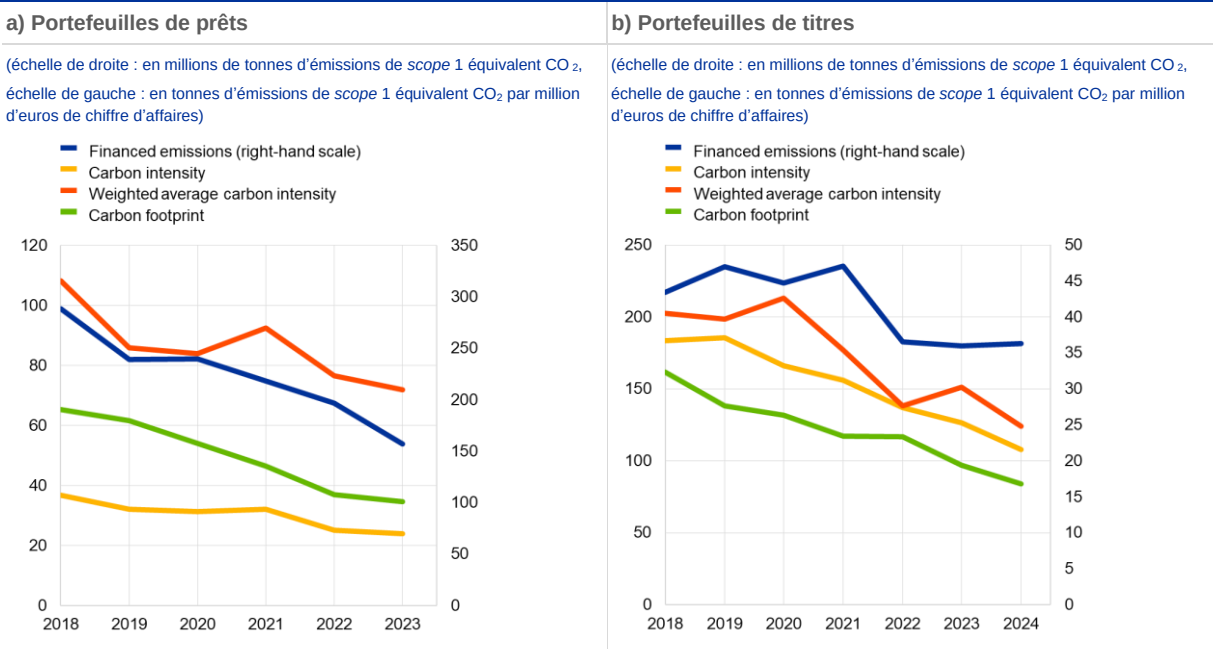
Les émissions financées ont diminué malgré une augmentation de 17 % des portefeuilles d'instruments inclus et une couverture stable des portefeuilles de prêts de 74 %.

S'agissant des portefeuilles de titres des banques (graphique 2, partie b), les derniers calculs et estimations montrent que, sur la période 2018-2024, les émissions financées ont baissé de 16 % (de 43 à 36 millions de tCO₂eq) ; l'intensité en carbone a reculé de 41 % (de 183 à 108 tCO₂eq par million d'euros) ; la moyenne pondérée de l'intensité en carbone corrigée de l'inflation a baissé de 39 % (de 202 à 124 tCO₂eq par million d'euros) ; et l'empreinte carbone a diminué de 48 % (de 162 à 84 tCO₂eq par million d'euros).

La diminution des émissions financées intervient malgré une augmentation de 61 % des portefeuilles d'instruments concernés et une augmentation de 4,5 points de pourcentage de la couverture du portefeuille de titres (de 88,5 % à 93 %).

Graphique 2

Indicateurs relatifs aux émissions de carbone pour les portefeuilles de prêts et de titres des banques de la zone euro au niveau des groupes consolidés



Sources : Calculs du SEBC sur la base des données provenant d'Anacredit, du registre des données relatives aux institutions et aux filiales, des statistiques sur les détections de titres par secteur et des *Institutional Shareholder Services* (services aux actionnaires institutionnels).
Notes : « *Securities* » inclut les actions cotées et les titres de créance. « *Banks* » n'inclut pas les banques centrales. La moyenne pondérée de l'intensité en carbone est corrigée de l'inflation et du taux de change.

Indicateurs relatifs aux risques physiques

Les indicateurs relatifs aux risques physiques révèlent l'exposition des institutions financières de la zone euro aux risques liés au climat résultant de catastrophes naturelles – telles que les inondations, les tempêtes et les incendies – ainsi que de phénomènes tels que le stress thermique et le stress hydrique.

En se concentrant sur les expositions classées comme présentant le risque le plus élevé pour les métriques liées aux températures et aux précipitations – à savoir l'indice standardisé des précipitations (*Standardised Precipitation Index*, SPI), les jours de sécheresse consécutifs (*Consecutive Dry Days*, CDD) et le stress hydrique –, les dernières données soulignent l'importance croissante de ces risques dans différents scénarios climatiques ¹.

¹ Pour plus de détails concernant les scénarios climatiques, veuillez consulter l'[annexe technique](#).

Dans un scénario d'émissions élevées (RCP8.5), le SPI indique une nouvelle augmentation des expositions à haut risque, avec une hausse de plus de 20 points de pourcentage. D'ici la fin du siècle, pratiquement toutes les expositions relèveront des catégories de risque les plus élevées, reflétant les risques accrus de schémas de précipitations extrêmes, incluant à la fois les conditions de sécheresse et d'humidité extrêmes (graphique 3, partie a).

Concernant la métrique CDD, environ 5 % des expositions actuelles sont associées à des débiteurs situés dans des zones où le CDD dépasse 40 jours. Cette proportion devrait pratiquement doubler, augmentant de cinq points de pourcentage environ, quels que soient les scénarios climatiques ou l'horizon temporel considérés. Le stress hydrique apparaît également comme une préoccupation majeure, les expositions à haut risque augmentant de 11 points de pourcentage dans le scénario pessimiste d'ici à la fin du siècle (de 28 % à 39 % du portefeuille classé dans la catégorie de risque la plus élevée).

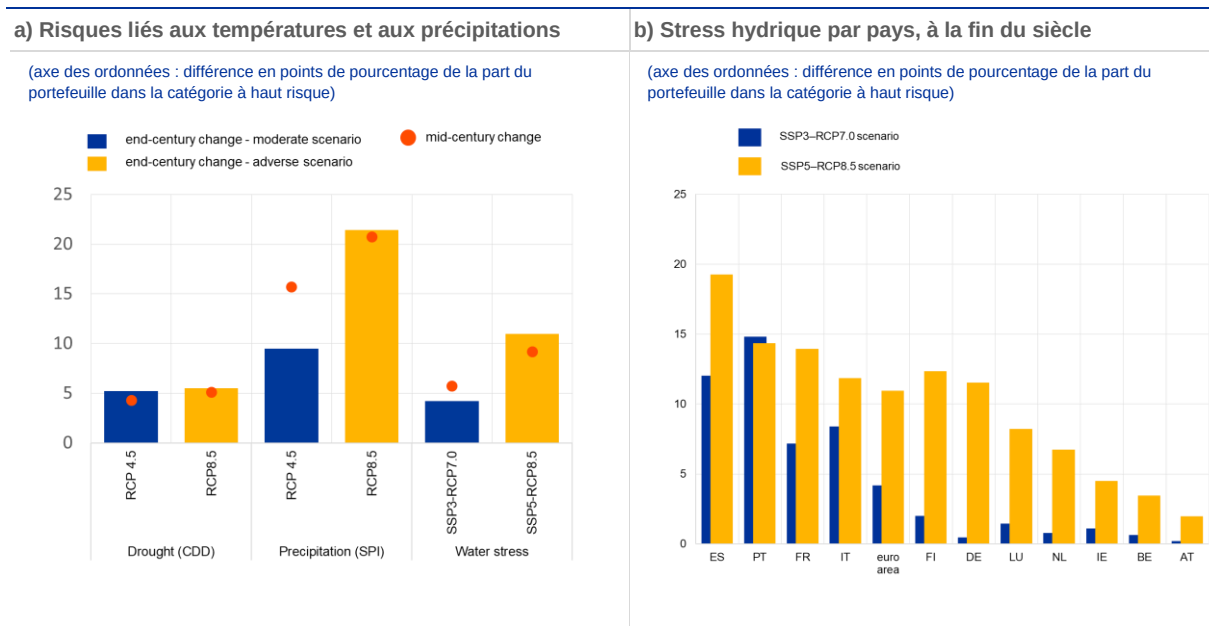
En ce qui concerne le stress hydrique, les indicateurs relatifs aux risques physiques révèlent des différences importantes dans l'exposition au stress hydrique au sein de la zone euro (graphique 3, partie b). Les pays d'Europe du Sud sont parmi les plus affectés. L'Espagne arrive en tête avec la plus forte augmentation d'ici à 2100, 19 points de pourcentage dans le scénario d'émissions plus élevées (SSP5-RCP8.5) et environ 12 points de pourcentage dans le scénario d'émissions plus faibles (SSP3-RCP7.0), reflétant l'extrême vulnérabilité du pays au stress hydrique futur.

Viennent ensuite le Portugal et la France, avec une augmentation totale de 14 points de pourcentage dans le scénario d'émissions plus élevées d'ici à 2100. Concernant le Portugal, les différences entre les scénarios sont minimes, tandis que la France affiche une augmentation moins élevée dans le scénario d'émissions plus faibles, de sept points de pourcentage environ.

En revanche, les pays d'Europe du Nord, tels que la Belgique, l'Irlande et les Pays-Bas, présentent des augmentations moins importantes dans la catégorie de risque la plus élevée, en particulier dans le scénario d'émissions plus faibles. Ces variations sont en ligne avec la répartition géographique du stress hydrique et soulignent les divers défis auxquels sont confrontées les différentes régions de la zone euro.

Graphique 3

Évolution des expositions des institutions financières de la zone euro aux risques physiques élevés par rapport à la période de référence passée selon différents scénarios climatiques et horizons temporels



Sources : Calculs du SEBC sur la base des données provenant d'Anacredit, du registre des données relatives aux institutions et aux filiales, des statistiques sur les détenctions de titres par secteur, de l'atlas interactif du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et du World Resource Institute.

Notes : La période de référence est décembre 2024. Les valeurs montrent les variations en points de pourcentage des expositions classées dans la catégorie de risque la plus élevée (Score 3) par rapport période de référence passée pour chaque risque. Les expositions des portefeuilles couvrent les prêts, les titres de créance et les portefeuilles d'actions des institutions financières de la zone euro vis-à-vis des sociétés non financières. Les estimations historiques et les projections sont basées sur des périodes de référence différentes selon le risque considéré. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'[Annexe technique](#). Les institutions financières incluent les sociétés de dépôt hors banques centrales (S122), les fonds d'investissement autres que monétaires (S124), les sociétés d'assurance (S128) et les fonds de pension (S129). Les scores de risque ne sont pas comparables entre les types de risques, car ils reposent sur des méthodologies et des sources différentes.

RCP signifie trajectoires représentatives de concentration (*Representative Concentration Pathways*). RCP4.5 correspond à un forçage radiatif de 4,5 W/m² d'ici à la fin du siècle et est considéré comme un scénario modéré. RCP8.5 repose sur un scénario d'émissions de GES élevées, entraînant un forçage radiatif de 8,5 W/m² d'ici à 2100, et est considéré comme le scénario le plus sévère.

SSP signifie trajectoire socio-économique partagée (*Shared Socioeconomic Pathway*). Les scénarios SSP3-RCP7.0 et SSP5-RCP8.5, définis dans le [sixième rapport d'évaluation \(AR6\) du GIEC](#), associent des trajectoires socio-économiques aux niveaux de forçage climatique correspondants. SSP3-RCP7.0 (« Rivalité régionale ») suppose un monde fragmenté caractérisé par une coopération internationale faible, des progrès technologiques limités et des émissions élevées de gaz à effet de serre résultant d'un développement régionalisé et inefficace. SSP5-RCP8.5 (« Développement basé sur les énergies fossiles ») présente un monde interconnecté et à forte croissance, qui dépend des énergies fossiles, entraînant des émissions très élevées d'ici à la fin du siècle.

Pour toute demande d'information, les médias peuvent s'adresser à : [Benoit Deeg](#),

au : +49 172 1683704.

Notes

- Pour accéder aux indicateurs statistiques relatifs au climat, veuillez consulter le [site Internet de la BCE](#). Pour plus de détails sur les méthodologies, les sources de données et les résultats, veuillez consulter l'[article statistique](#) qui accompagne ce communiqué de presse et vous reporter à l'[annexe technique](#).
- Les données agrégées sur les indicateurs relatifs à la finance durable sont publiées sur le portail de données de la BCE dans le cadre des statistiques sur les émissions de titres (CSEC), tirées de la base de données centralisée sur les titres (CSDB), et la base de données des statistiques sur les détenctions de titres (SHSS) :

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France

- [Émissions de titres](#)
- [Détentions de titres](#)